



## EurAc Info

*Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network*

*13 December 2016*

### *Press Review*

#### *EU Foreign Policy*

**DRC/EU** - [République Démocratique du Congo \(RDC\): l'UE adopte des sanctions à l'encontre de 7 personnes responsables des violences](#), Conseil de l'UE, 12 décembre

[Journal officiel de l'Union européenne](#), L 336 I, 12 décembre 2016 :

- Règlement (UE) 2016/2230 du Conseil du 12 décembre 2016 modifiant le règlement (CE) no 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo
- Décision (PESC) 2016/2231 du Conseil du 12 décembre 2016 modifiant la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo

## République Démocratique du Congo (RDC): l'UE adopte des sanctions à l'encontre de 7 personnes responsables des violences

Le Conseil a adopté des mesures restrictives en matière de déplacements et un gel des avoirs à l'égard de sept personnes occupant **des positions de responsabilité dans la chaîne de commandement des auteurs de violences**, avec effet immédiat. Les ministres des affaires étrangères, réunis au sein du Conseil de l'Union européenne, ont discuté des derniers développements dans le pays. Les Etats membres se sont accordés sur une déclaration sur la situation en RDC.

### Déclaration de l'UE sur la situation en République Démocratique du Congo

\* L'Union européenne et ses Etats membres sont gravement préoccupés par la situation politique en République Démocratique du Congo (RDC). Le 19 décembre, date qui marque l'échéance constitutionnelle du mandat du Président Kabila, reste lourd d'incertitudes et de risques, après les récents épisodes de répression et de violations des droits fondamentaux. Un nouveau gouvernement allant au-delà de cette date doit fonder sa légitimité sur un cadre politique défini de manière claire et inclusive, faute de quoi les relations avec l'Union européenne en seraient affectées.

Des efforts ont été déployés afin de rapprocher les positions et parvenir à un accord inclusif sur une transition menant le pays vers des élections pacifiques et crédibles dans les plus brefs délais, conformément à la Constitution de la RDC et la résolution 2277 (2016) du Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'Union européenne a soutenu ces initiatives et notamment la médiation en cours des évêques catholiques de la RDC. Elle invite tous les acteurs politiques tant du côté du gouvernement que de l'opposition à entendre leur appel à la responsabilité et à la bonne volonté, et à se saisir pleinement de leurs bons offices. Elle salue le rôle constructif joué par les organisations régionales et les pays de la région afin de trouver une solution pacifique, notamment l'Angola et la République du Congo.

En vue de l'échéance du 19 décembre, l'Union européenne appelle donc les congolais à faire preuve de retenue et à privilégier la voie du dialogue en récusant toute violence.

Les violences qui ont causé la mort d'au moins cinquante personnes le 19 et 20 septembre à Kinshasa constituent de graves violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, attestées par plusieurs observateurs y compris le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme. L'Union européenne s'est engagée dans les Conclusions du Conseil du 23 mai, puis du 17 octobre, à adopter des mesures restrictives à l'encontre des responsables de telles exactions et de ceux qui feraient obstacle à une solution pacifique et consensuelle de la crise en RDC.

Par conséquent, le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne a pris la décision aujourd'hui d'imposer des mesures restrictives à l'égard de sept individus qui occupent des positions de responsabilité dans la chaîne de commandement des forces de sécurité congolaises qui ont fait un usage disproportionné de la force.

L'Union européenne appelle le gouvernement de la RDC à coopérer à une enquête transparente et indépendante ayant pour objectif de traduire en justice les responsables des violences. Elle appelle en outre à respecter pleinement les droits fondamentaux dont la liberté d'expression, de réunion et de la presse.

L'Union européenne suivra avec une attention accrue l'évolution politique cruciale que connaîtra la RDC dans les prochaines semaines. Dans ce contexte, des mesures restrictives supplémentaires pourront être envisagées en cas d'obstruction du processus politique ou de nouvelles violences. \*

\* \* \*

Les personnes soumises à une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs incluent:

4 membres de la garde républicaine, de l'armée ou de la police congolaise, ayant contribué en les planifiant, dirigeant ou

commettant, à des actes constituant de **graves violations des droits de l'homme** en RDC;  
3 hauts responsables et personnes d'influence **faisant obstacle à une sortie de crise consensuelle et pacifique** en vue de la tenue d'élections en RDC, notamment par des actes de violence, de répression ou d'incitation à la violence, ou des actions portant atteinte à l'état de droit;

Les noms de personnes concernées et les raisons qui amènent le conseil à les lister figurent au Journal Officiel du 12 décembre 2016. Les mesures restrictives entrent en vigueur immédiatement.

[Journal Officiel du 12 décembre 2016](#)  
[Conclusions du Conseil sur la République démocratique du Congo](#)  
[L'adoption de mesures restrictives \(sanctions\) de l'UE](#)

**Press office - General Secretariat of the Council**  
Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319  
[press.office@consilium.europa.eu](mailto:press.office@consilium.europa.eu) - [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)

[Democratic Republic of the Congo \(DRC\): EU adopts sanctions against 7 individuals responsible for violence](#), EU Council, December 12

[Official Journal of the European Union](#), L 336 I, 12 December 2016

- Council Regulation (EU) 2016/2230 of 12 December 2016 amending Council Regulation (EC) No 1183/2005 imposing certain specific restrictive measures directed against persons acting in violation of the arms embargo with regard to the Democratic Republic of the Congo
- Council Decision (CFSP) 2016/2231 of 12 December 2016 amending Decision 2010/788/CFSP concerning restrictive measures against the Democratic Republic of the Congo

## **Democratic Republic of the Congo (DRC): EU adopts sanctions against 7 individuals responsible for violence**

The Council has adopted travel restrictions and an asset freeze in respect of seven individuals occupying **positions of authority in the chain of command over perpetrators of violence**, with immediate effect. Meeting within the Council of the European Union, foreign affairs ministers discussed the latest developments in the country. Member states agreed on a declaration on the situation in the DRC.

### **EU declaration on the situation in the Democratic Republic of the Congo**

"The European Union and its Member States are deeply concerned about the political situation in the Democratic Republic of the Congo. The constitutional mandate of President Kabila will come to an end on 19 December, and the date approaches fraught with risk and uncertainty after the recent crackdowns and violations of fundamental rights. Any new government in place after that date must ground its legitimacy in a clearly and inclusively defined political framework, otherwise the country's relations with the European Union will suffer.

Efforts have been made to reconcile positions and to reach an inclusive agreement on a transition which will allow the country to hold peaceful, credible elections as soon as possible, in accordance with the Constitution of the DRC and UN Security Council Resolution 2277 (2016).

The European Union has supported these initiatives, in particular the ongoing mediation efforts of the DRC Catholic Bishops' Conference. It invites all political stakeholders, from both the government and the opposition, to heed its call to assume responsibility, show good will, and make full use of their good offices. It commends the constructive role that regional organisations and other countries in the region, in particular Angola and the Republic of the Congo, have played in attempting to find a peaceful solution.

With the 19 December deadline fast approaching, the European Union calls upon the Congolese people to show restraint and to promote dialogue by rejecting violence.

The acts of violence which caused the death of at least 50 people on 19 and 20 September in Kinshasa constitute serious violations of human rights and fundamental freedoms, attested to by several observers, including the UN Joint Human Rights Office. In the Council Conclusions of 23 May and again on 17 October, the European Union pledged to adopt restrictive measures against those responsible for that violence and those who are allegedly trying to obstruct a peaceful and consensual solution to the crisis in the DRC.

Therefore, the EU Foreign Affairs Council have today taken the decision to impose restrictive measures against the seven individuals who hold positions of authority in the chain of command over the Congolese security forces which have exercised a disproportionate use of force.

The European Union calls upon the Government of the DRC to cooperate with a transparent and independent investigation with the goal of bringing to justice those responsible for the acts of violence. It also calls for full compliance with fundamental rights, including freedom of expression, freedom of assembly and freedom of the press.

The European Union will be monitoring the crucial political developments taking place in the DRC during the coming weeks with increased attention. In this context, additional restrictive measures may be considered in the event of further violence or the political process being impeded."

\* \* \*

The individuals subject to a travel ban and an asset freeze include:

four members of the Congolese republican guard, army or police force, who contributed to acts constituting **serious violations of human rights** in the DRC, by planning, directing or carrying out those acts;

three senior figures and influential persons **trying to obstruct a consensual and peaceful solution to the crisis** as regards the holding of elections in the DRC, in particular through acts of violence, repression or incitement to violence, or actions that undermine the rule of law;

The names of the individuals concerned and the reasons why the Council has listed them appear in the Official Journal of 12 December 2016. The restrictive measures take effect immediately.

[Official Journal of 12 December 2016](#)  
[Council conclusions on the Democratic Republic of the Congo](#)  
[Adopting EU restrictive measures - 'sanctions'](#)

**Press office - General Secretariat of the Council**  
 Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319  
[press.office@consilium.europa.eu](mailto:press.office@consilium.europa.eu) - [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)

12.12.2016

FR

Journal officiel de l'Union européenne

L 336 I/5

ANNEXE

«ANNEXE I bis

LISTE DES PERSONNES, ENTITÉS ET ORGANISMES VISÉS À L'ARTICLE 2 *ter*

A. PERSONNES

	Nom	Informations d'identification	Motifs de la désignation	Date d'inscription
1.	Ilunga Kampete	alias Gaston Hughes Ilunga Kampete; alias Hugues Raston Ilunga Kampete. Né le 24.11.1964 à Lubumbashi, numéro de carte d'identité militaire: 1-64-86-22311-29. Nationalité: RDC.	En tant que commandant de la garde républicaine (GR), Ilunga Kampete était responsable des unités de la GR déployées sur le terrain et impliquées dans le recours disproportionné à la force et à une répression violente en septembre 2016 à Kinshasa. À ce titre, Ilunga Kampete a donc contribué en les planifiant, dirigeant ou commettant, à des actes constituant de graves violations des droits de l'homme en RDC.	12.12.2016
2.	Gabriel Amisi Kumba	alias Gabriel Amisi Nkumba; alias «Tango Fort»; alias «Tango Four». Né le 28.5.1964 à Malela, numéro de carte d'identité militaire: 1-64-87-77512-30. Nationalité: RDC.	Commandant de la première zone de défense de l'armée congolaise (FARDC), dont les forces ont participé au recours disproportionné à la force et à la répression violente en septembre 2016 à Kinshasa. À ce titre, Gabriel Amisi Kumba a donc contribué, en les planifiant, dirigeant ou commettant, à des actes constituant de graves violations des droits de l'homme en RDC.	12.12.2016
3.	Ferdinand Ilunga Luyoyo	Né le 8.3.1973 à Lubumbashi. Numéro de passeport: OB0260335 (valable du 15.4.2011 au 14.4.2016). Nationalité: RDC.	En tant que commandant de l'unité anti-émeute, appelée <i>légion nationale d'intervention, de la police nationale congolaise (PNC)</i> , Ferdinand Ilunga Luyoyo a été responsable du recours disproportionné à la force et à la répression violente en septembre 2016 à Kinshasa. À ce titre, Ferdinand Ilunga Luyoyo a donc contribué, en les planifiant, dirigeant ou commettant, à des actes constituant de graves violations des droits de l'homme en RDC.	12.12.2016
4.	Celestin Kanyama	alias Kanyama Tshisiku Celestin; alias Kanyama Celestin Cishiku Antoine, alias Kanyama Cishiku Bilolo Célestin, alias Esprit de mort. Né le 4.10.1960 à Kananga. Nationalité: RDC. Numéro de passeport: OB0637580 (valable du 20.5.2014 au 19.5.2019). A obtenu un visa Schengen, n° 011518403, délivré le 2.7.2016.	En tant que commissaire de la police nationale congolaise (PNC), Celestin Kanyama a été responsable du recours disproportionné à la force et à la répression violente en septembre 2016 à Kinshasa. À ce titre, Celestin Kanyama a donc contribué, en les planifiant, dirigeant ou commettant, à des actes constituant de graves violations des droits de l'homme en RDC.	12.12.2016



	Nom	Informations d'identification	Motifs de la désignation	Date d'inscription
5.	John Numbi	alias John Numbi Banza Tambo; alias John Numbi Banza Ntambo; alias Tambo Numbi. Né le 16.8.1962 à Jadotville-Likasi-Kolwezi. Nationalité: RDC.	Ancien inspecteur général de la police nationale congolaise (PNC). John Numbi demeure un personnage influent qui a notamment été impliqué dans la campagne d'intimidation violente menée dans le cadre des élections des gouverneurs de mars 2016 dans les quatre provinces de l'ex-Katanga et à ce titre est responsable d'avoir fait obstacle à une sortie de crise consensuelle et pacifique en vue de la tenue d'élections en RDC.	12.12.2016
6.	Roger Kibelisa	alias Roger Kibelisa Ngambaswi. Nationalité: RDC.	En tant que chef du département de la sécurité intérieure de l'agence nationale de renseignements (ANR), Roger Kibelisa a participé à la campagne d'intimidation menée par des fonctionnaires de l'ANR contre des membres de l'opposition, y compris des arrestations et des détentions arbitraires. Roger Kibelisa a donc porté atteinte à l'état de droit et a fait obstacle à une sortie de crise consensuelle et pacifique en vue de la tenue d'élections en RDC.	12.12.2016
7.	Delphin Kaimbi	alias Delphin Kahimbi Kasagwe; alias Delphin Kayimbi Demba Kasangwe; alias Delphin Kahimbi Kasangwe; alias Delphin Kahimbi Demba Kasangwe; alias Delphin Kasagwe Kahimbi. Né le 15.1.1969 (ou le 15.7.1969) à Kiniezi/Goma. Nationalité: RDC. Numéro de passeport diplomatique: DB0006669 (valable du 13.11.2013 au 12.11.2018).	Chef du service du renseignement militaire (ex-DEMIAP), faisant partie du centre national d'opérations, la structure de commandement et de contrôle responsable des arrestations arbitraires et de la violente répression à Kinshasa en septembre 2016 et responsable des forces qui ont participé à l'intimidation et aux arrestations arbitraires, qui fait obstacle à une sortie de crise consensuelle et pacifique en vue de la tenue d'élections en RDC.	12.12.2016

B. ENTITÉS.

- ⇒ [RD Congo : l'Union européenne sanctionne sept hauts responsables du régime Kabila](#), Jeune Afrique, 12 décembre // [RDC: Bruxelles et Washington sanctionnent neuf hauts responsables congolais](#), RFI, 12 décembre
- ⇒ [EU slaps DR Congo officials with sanctions after anti-Kabila deaths](#), Euractiv, December 12
- ⇒ [RDC: les sanctions de l'UE sont "illégalles"](#), Le Figaro, 12 décembre // [La RDC va attaquer l'EU et les Etats-Unis « au Conseil de sécurité de l'ONU et dans plusieurs tribunaux »](#)], Politico.cd, 13 décembre



**didier reynders**   
@dreynders



Abonné

**#RDC** : sanctions individuelles suite aux événements de septembre et soutien au dialogue inclusif de la CENCO pour aller aux élections **#UE**

RETWEETS  
**121**

JAIME  
**128**



13:55 - 12 déc. 2016



**EurAc**  
@EurAc\_Net

**#DRC**: @EurAc\_Net reaction to today's @EUCouncil decision announcing sanctions against 7 individuals responsible of violence & abuse **#EU #RDC**

 Voir la traduction



EurAc welcomes the firm decision taken today by the Foreign Affairs ministers of the European Union to sanction 7 individuals responsible for violence in the DR Congo.

EurAc considers this step as an important starting point for the EU, which hereby reaffirms its determination to defend democracy and the fundamental rights of the Congolese people. The EU now must continue to show its strong commitment to bring the country out of the current stalemate and organise democratic & peaceful elections in due time and in accordance with the Constitution. The EU should also convey more strongly the refusal to see President Kabila run for a third term and it must demand in a much stronger way to the Congolese government the immediate and unconditional release of all prisoners of conscience, as well as the dropping of all charges pending against some of them.

**Donatella ROSTAGNO**, Directrice d'EurAc

RETWEETS  
**7**

JAIME  
**3**



18:38 - 12 déc. 2016

 EU External Action, Federica Mogherini, EU Council et 7 autres



**La France dans l'UE**   
@RPFranceUE



Abonné

**#RDC**"Il faut à tout prix éviter une escalade de violence. Le Président en place doit respecter la Constitution, organiser de nvlles élections"



RETWEETS  
**31**

JAIME  
**24**



12:06 - 12 déc. 2016 depuis Bruxelles, Belgique

 Jean-Marc Ayrault, FranceDiplomatie , Gouvernement et 2 autres



**Jason Stearns**  
@jasonstearns



Abonné

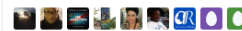
D'après certains diplomates, la France est parmi les pays qui se sont opposés.

**Sonia Rolley** @soniarolley

**#RDC** : de source diplo européenne, le nom de Kalev Mutond (ANR) aurait été envisagé, mais retiré suite à intervention certains États Membres

RETWEETS  
**56**

JAIME  
**20**



20:31 - 12 déc. 2016

## Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

**RWANDA/BURUNDI** - [Rwanda: les réfugiés burundais commémorent leurs morts de décembre 2015](#), RFI, 13 décembre

**GREAT LAKES** - [Les jeunes des Grands Lacs se réunissent à Bukavu pour prôner la paix](#), VOA, 12 décembre

## Natural Resources - Conflict minerals

No major press coverage

## DRC

## Politics – Elections

**TOP STORY** - [RD Congo : les États-Unis gèlent les avoirs d'Évariste Boshab et de Kalev Mutond](#), Jeune Afrique, 12 décembre

[DRC: Violence can only be avoided if President Kabila is given an 'exit strategy'](#), IBT, December 12

[RD Congo : l'opposition fixe au 15 décembre la fin des négociations avec la majorité présidentielle](#), Jeune Afrique, 12 décembre

[DRC: pas de retransmission en direct pour le dialogue organisé par la Cenco](#), RFI, 12 décembre

**TOP STORY** - [L'Eglise congolaise tente la médiation de la dernière chance à Kinshasa](#), Le Monde, 12 décembre // [RDC : le dialogue reprend ce mardi](#), Radio Okapi, 13 décembre

**HIGHLIGHT** - [RDC : et si la Garde républicaine lâchait Joseph Kabila ?](#), Afrik.com, 13 décembre

 **Floribert Anzuluni**  
@FloribertAnzu Abonné

**#FILIMBI ALERTE!!!** Enlèvement  
[@carbonewa](#)+5 militants devant dialogue  
[#Cenco](#) ou ils sont allés rappeler 19/12  
[#ByeByeKabila](#) [@ida\\_sawyer](#)



**#ByeByeKabila J-7**  
@LuchaRDC Abonné

Sit-in [#ByeByeKabila](#) à Kinshasa: qlqs militants ont été arrêtés par la police (aucun de la Lucha). Nous exigeons leur libération. [@unjhro](#)

RETWEETS 23 JAIME 23

12:21 - 13 déc. 2016

RETWEETS 68 JAIME 38

13:09 - 13 déc. 2016

 **Sonia Rolley**  
@soniarolley Abonné

**#RDC #Cenco** : malgré annonce libération par PNC, [#ByebyeKabila](#) dénonce disparition d'au moins 4 militants dont Carbone Béni [@filimbi243](#)

RETWEETS 14 JAIME 13

15:14 - 13 déc. 2016

## Security



[RDC: attaque d'un convoi de la Monusco transportant des ex-combattants sud-soudanais](#), RFI, 12 décembre // [UN mission to DRC transporting South Sudanese fighters attacked by local people amid rising tensions](#), IBT, December 12

[Résolution des conflits en RDC : faut-il privilégier les médiateurs locaux ?](#), Radio Okapi, 12 décembre  
[Congoese IDPs in North Kivu face Bulengo camp closure](#), Al Jazeera, December 12

## *Burundi*

Political & Security crisis

[L'impunité continue au Burundi](#), DW, 12 décembre // [Burundians pay tribute one year on to victims of #1212massacre](#), IBT, December 12

[Mkapa wants an agreement by June at the latest](#), Iwacu, December 12

[Burundian opposition calls for peace talks mediator's resignation](#), IBT, December 12

**HIGHLIGHT** - [Burundi edges closer to the abyss in 2016](#), The Conversation, December 12

## *Rwanda*

No major press coverage

## *News from EurAc network and from partner organisations*

- Interview of Donatella Rostagno (EurAc Director), DW

[Bruxelles et Washington sanctionnent Kinshasa](#)

By DW

12 December 2016

## *Interesting statements, research, analysis & campaigns*

- Analysis, African Arguments

[Hungry for change: the economics underlying DR Congo's political crisis](#)

By African Arguments

12 December 2016

- Feature, UK Foreign Office

[The story of Fred. A human rights activist in the Democratic Republic of Congo.](#)

By UK Foreign Office

5 December 2016

- Article, Africa Geographic

[Protecting gorillas at all costs: park rangers of the Congo](#)

By Thomas Nicolon

- Reportage, Le Monde Afrique

[Kinshasa va-t-elle exploser le 19 décembre ?](#)

By Joan Tilouine

9 December 2016